



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 28/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NGS**

Le Bourg

71120 Vendenesse-Lès-Charolles

Références : AC/MV/2025/C\_038  
Code AIOT : 0005426363

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement NGS implanté Lieu-dit Terre de Vesvre 71120 Vendenesse-lès-Charolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle 2025 et du dossier de porter à connaissance déposé en décembre 2024 pour la prolongation de deux ans la durée d'autorisation de la carrière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NGS
- Lieu-dit Terre de Vesvre 71120 Vendenesse-lès-Charolles

- Code AIOT : 0005426363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2017 pour une durée de 8 ans.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.6.4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Remblayage partiel	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Remblayage partiel	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.4.1	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.3	Sans objet
4	Remise en état coordonnée à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.2.1	Sans objet
6	Remblayage partiel	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.2.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du gisement est arrêtée depuis la date limite d'autorisation d'extraction.

L'exploitant a demandé une prolongation de la durée d'autorisation de deux années pour finaliser la remise en état (projet d'arrêté préfectoral complémentaire en cours).

L'inspection relève plusieurs non-conformités d'ordre technico-administratif relatives aux garanties financières, registre des déchets entrants, procédure d'acceptation préalable et documents d'accompagnement des livraisons de déchets inertes).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• le positionnement et les hauteurs des fronts,</li> <li>• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,</li> <li>• les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité,</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'exploitation de la carrière a été relevé par la société MAPSPRO le 20/12/2024. Il contient toutes les informations requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Renouvellement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.</p>

<p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier acte de cautionnement d'un montant de 174 694 euros arrive à échéance le 31/03/2025. Il n'a pas fait l'objet d'un renouvellement à plus de six mois de son échéance, à transmettre au préfet.</p> <p><b>Non-conformité :</b> absence de renouvellement de l'acte de cautionnement des garanties financières avant le 31 septembre 2024.</p> <p><b>Remarque :</b> l'exploitant a déposé en décembre 2024 un porter à connaissance au préfet pour la prolongation de la durée de l'autorisation de la carrière afin de finaliser la remise en état du site. Cette demande a fait l'objet d'un projet de prescriptions complémentaires transmis à la préfecture en janvier 2025. Ce projet en cours de phase contradictoire avec l'exploitant fixe un nouveau montant des garanties financières à cautionner de 224 181 euros dès la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire jusqu'au 6 juin 2027.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra au préfet un acte de cautionnement conforme à la réglementation en vigueur d'un montant de 224 181 euros dès la signature de l'arrêté complémentaire de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Clôtures et barrières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de</p>

panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.
<b>Constats :</b>  Les zones en exploitation de la carrière et les bassins de décantation des eaux de la carrière sont clôturés sur toute leur périphérie. Une barrière ferme l'entrée unique à la carrière hors période d'activité. Des panneaux signalant le danger et l'interdiction d'entrer sont présents à proximité de l'accès au site et régulièrement sur les clôtures périphériques. Des bouées sont également présentes à proximité des plans d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Remise en état coordonnée à l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Actuellement, aucune surface mise en exploitation n'a été définitivement remise en état. La zone d'extraction de la carrière est en cours de remblayage. L'exploitant a fait une demande de prolongation de la durée d'autorisation de 2 ans pour finaliser la remise en état de la carrière. Le projet de prescriptions complémentaires est en cours de signature à la préfecture. Le principe de remise en état final est inchangé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Remblayage partiel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des remblais
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.
<u>Gestion des remblais</u> Pour les apports de matériaux extérieurs : - un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être

valorisés (béton, enrobés routiers),

- les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Des bennes doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois ,ferrailles,...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi dont le contenu est indiqué ci-après,

- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 500 m<sup>2</sup>. Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Constats :

Le remblayage de la carrière est réalisé en partie avec des apports de déchets inertes extérieurs. Ils se composent uniquement de déblais de chantier de type "terres et cailloux".

Les déchets inertes qui entrent dans la carrière sont dépourvus de toute présence de déchets non inertes tels que ferrailles, bois ou plastiques par exemple.

Les déchets entrants sont déversés sur une plate-forme aménagée et selon une zone dédiée et repérée par chantier de terrassement. Après contrôle visuel des déchets, ils sont mis en décharge finale sur les zones à remblayer.

Chaque apport est accompagné d'un "Bordereau de prise en charge de déblai inertes".

L'exploitant tient à jour un registre chronologique indiquant chaque livraison de déchets. Il contient les informations suivantes :

- date d'entrée,
- quantité en tonne,
- code du déchet et sa dénomination,
- la provenance du déchet,
- les renseignements sur les moyens de transport du déchet.

Un plan topographique d'exploitation est annexé au registre. Il indique les casiers en cours de remblayage dont les surfaces sont de l'ordre de 500 m<sup>2</sup>. Un code couleur permet de faire la correspondance avec les données du registre et les casiers.

**Non-conformité** : le registre des déchets entrants ne contient pas toutes les informations requises par la réglementation en vigueur applicable à l'installation :

- article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et 2760 : **absence d'accusés d'acceptation des déchets et de résultats du contrôle visuel,**
- article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments : **absence a minima de la raison sociale, de l'adresse et du numéro de SIRET du producteur, de l'établissement expéditeur et du transporteur du déchet, absence de code de traitement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le registre des déchets entrants afin d'y intégrer les informations manquantes listées dans les constats ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Remblayage partiel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des remblais

**Prescription contrôlée :**

Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes conformément au guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP.

Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

Code	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant



		l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en très faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc. peuvent également être admis dans l'installation si leur séparation n'est pas économique viable.

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents.

Les matériaux contenant de l'amiante sont également interdits.

Les déchets d'enrobés bitumeux sont interdits.

#### Constats :

Selon le registre des déchets entrants tenu par l'exploitant, les seuls déchets admis et mis en stockage jusqu'au jour du contrôle sont des déblais de types "terres et cailloux" et de "terres et pierres".

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Remblayage partiel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets

#### Prescription contrôlée :

Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- les moyens de transport utilisés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;  
- les quantités de déchets concernées  
- la conformité des déchets à leur destination.

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Chaque apport est accompagné d'un bordereau de prise en charge de déblai inerte qui indique :

- la date de prise en charge,
- l'adresse du lieu de prise en charge du déchet et du chantier générant le déchet,
- la raison sociale du transporteur, son adresse et son numéro de SIRET,
- l'identification du véhicule de transport du déchet,
- le volume de déchets en m<sup>3</sup>,
- le type de déchet (code et dénomination) en conformité avec la liste des déchets admissibles par la carrière.

**Non-conformité :** absence du nom, de l'adresse et du numéro de SIRET du producteur de déchet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le bordereau de suivi des déchets afin d'y intégrer les informations manquantes listées dans les constats ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.2.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière.

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Semestrielle	Normes en vigueur

Température	"	"
pH	"	"
Conductivité	"	"
MEST	"	"
DCO	"	"
HCT	"	"

#### Constats :

L'exploitant procède deux fois par an à la surveillance de la qualité des eaux souterraines dans les 3 piézomètres présents autour de la zone d'exploitation.

Il a mandaté le bureau d'études SUEZ, accrédité pour les prélèvements d'eau dans les piézomètres.

Lors de chaque campagne, le bureau d'études mesure dans chaque piézomètre le niveau d'eau, la température, le pH et la conductivité.

Les prélèvements font l'objet d'analyses en laboratoire sur les paramètres suivants : matières en suspension, DCO, hydrocarbures totaux et floculant (non utilisé sur ce site).

L'historique des mesures réalisées depuis 2019 ne met pas en évidence d'anomalies en comparaison avec les référentiels réglementaires relatifs aux valeurs limites de la qualité des eaux brutes hormis ponctuellement des taux de matières en suspension élevés.

Suite à la dernière campagne réalisée le 15/10/2024, la conclusion du bureau d'études est la suivante :

- absence d'acrylamide,
- absence de contamination aux hydrocarbures,
- 110 mg/l de matières en suspension dans le piézomètre amont,
- nettoyage des 3 piézomètres préconisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation

<p>préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable des déchets inertes pouvant être admis dans l'installation. Il dispose toutefois des documents d'acceptation préalable avant chaque série de livraisons de déchets inertes produits dans le cadre de chantier de terrassement.</p> <p><b>Non-conformité :</b> absence de procédure d'acceptation préalable des déchets inertes pouvant être admis dans l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>